



OBJET DU MARCHE

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Garde Vinçon à Vierzon (18)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne de gendarmerie à Saulzais le Potier (18)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Dupré à Lucé (28)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne de gendarmerie à Amboise (37)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Morel à Saint Pierre des corps (37)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Dutertre à Joué-Les-Tours (37)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Rassier à Blois (41)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Rochambeau à Vendôme (41)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne La Haye à Pithiviers (45)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Richemont à Orléans (45)

Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage à la caserne Martin David à Orléans (45)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

MARCHE PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE
(article 28 du code des marchés publics)

SOMMAIRE

<u>CHAPITRE 1 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE</u>	page 3
1/ Objet de la Consultation	page 3
2/ Lieux des travaux	page 3
3/ Désignation des intervenants	page 4
<u>CHAPITRE 2 – CONFIDENTIALITÉ</u>	page 4
1/ Obligation de confidentialité	page 4
2/ Informations confidentielles	page 4
3/ Engagements de confidentialité	page 4
4/ Divulgateur autorisé	page 4
5/ Propriété des informations confidentielles	page 5
6/ Restitution des documents	page 5
7/ Responsabilité	page 5
<u>CHAPITRE 3 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION</u>	page 5
1/ Nettoyage et protection des ouvrages	page 5
2/ Condition d'exécution des ouvrages	page 6
3/ Protection des personnels – Moyens mis en œuvre	page 6
4/ Pièces à fournir par l'entreprise	page 7
5/ Prescriptions techniques	page 7
6/ Installation de chantier	page 7
7/ Certificat d'économie d'énergie	page 8
<u>CHAPITRE 4 – DÉFINITION DES RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISE</u>	page 8
1/ Conséquence de la remise de la soumission	page 8
2/ Étendue des fournitures	page 8
3/ Réception des supports	page 9
4/ Limite des prestations	page 9
5/ Reconnaissance des lieux	page 9
6/ Consistance des travaux	page 9
<u>CHAPITRE 5 – CONTRAINTES DIVERSES</u>	page 10
1/ Conformité de l'ouvrage et des matériaux	page 10
2/ Normes et règlement	page 10
<u>CHAPITRE 6 – DÉTAIL DES TRAVAUX À RÉALISER</u>	page 12

CHAPITRE 1 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1 - Objet de la Consultation :

La présente consultation a pour objet :

N° du lot	Allotissement
1	Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage dans le département du Cher (18) et département du Loiret (45)
	Tranche ferme : Caserne de SAULZAIS-LE-POTIER (18) – 59 radiateurs
	Tranche conditionnelle n° 1 : Caserne de VIERZON (18) – 188 radiateurs
	Tranche conditionnelle n° 2 : Caserne de PITHIVIERS (45) – 1064 - radiateurs
	Tranche conditionnelle n° 3 : Caserne ORLEANS (45) RICHEMONT – 637 radiateurs
	Tranche conditionnelle n° 4 : Caserne ORLEANS (45) MARTIN DAVID – 1198 radiateurs
2	Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage dans le département de l'Indre-et-Loire (37)
	Tranche ferme : Caserne de SAINT-PIERRE-DES-CORPS (37) – 81 radiateurs
	Tranche conditionnelle n° 1: Caserne d'AMBOISE (37) – 328 radiateurs et 17 corps de chauffe et 168 corps droit, 83 corps équerre et 77 corps équerre inversé
	Tranche conditionnelle n° 2 : Caserne de JOUE-LES-TOURS (37) – 1020 radiateurs
3	Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de tés de réglage dans le département de l'Eure-et-Loir (28) et le département du Loiret (45)
	Tranche ferme : Caserne de BLOIS (41) RASSIER – 30 radiateurs et 10 corsp droits et 20 corps équerre inversé
	Tranche conditionnelle n° 1 : Caserne de VENDOME (41) – 244 radiateurs
	Tranche conditionnelle n° 2 : Caserne de LUCE (28) – 534 radiateurs

2 - Lieux des travaux :

Caserne Garde Vinçon
3 Avenue Maréchal Leclerc
18100 VIERZON

27 rue du Grès Rose
18360 SAULZAIS-LE-POTIER

Quartier Gendarme Dupré
43 Rue du Maréchal Leclerc
28110 LUCE

1 boulevard Anatole France
37400 AMBOISE

Caserne Morel
44 rue Marcel Cachin
37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS

Caserne Dutertre
10 Rue des Martyrs
37300 JOUE LES TOURS

Caserne Rassier
22 Mail Pierre Charlot
41000 BLOIS

Caserne Rochambeau
4 Rue des Tanneurs
41100 VENDOME

Caserne La Haye
62 faubourg d'Orléans
45300 PITHIVIERS

Caserne Connétable de Richemont
7 boulevard Marie Stuart
45000 ORLEANS

Caserne Martin David
13 rue de l'Argonne
45000 ORLEANS

Contact : Bureau de l'Immobilier et du Logement (BIL) d'Orléans 02.38.52.51.17 (Adjudant BAILLON)

3 - Désignation des intervenants :

Maître d'ouvrage :

Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire
Caserne Connétable de Richemont
7 boulevard Marie Stuart
BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1

Maître d'œuvre :

Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire
Bureau de l'immobilier et du logement
Caserne Connétable de Richemont
7 boulevard Marie Stuart
BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1
Téléphone : 02 38 52 51.28

CHAPITRE 2 – CONFIDENTIALITÉ

1 - Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux/PI.

Les co-traitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

2 - Informations confidentielles

Pour les besoins du présent engagement, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de l'engagement, qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des informations confidentielles.

3 - Engagements de confidentialité

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe 4 ci-dessous :

a) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les informations confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;

b) à ne pas utiliser les informations confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;

c) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des informations confidentielles soit avisée du contenu du présent engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

4 - Divulgation autorisée

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

a) aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;

b) lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;

c) avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur. Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

5 - Propriété des informations confidentielles

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'informations confidentielles au titre de l'engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou

implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les informations confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

6 - Restitution des documents

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction desdites informations confidentielles.

7 - Responsabilité

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité.

En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de 5 000€ HT. Cette somme devra être versée au pouvoir adjudicateur pour chaque violation constatée.

CHAPITRE 3 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Le présent CCTP et les plans qui y sont joints ont pour but d'informer les entreprises sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter.

Ces descriptions et prévisions n'ont pas un caractère limitatif et les entrepreneurs devront, comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à l'achèvement complet de l'opération projetée.

Ils ne pourront arguer que des erreurs ou omissions aux devis descriptifs et plans puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux ou fasse l'objet d'une demande de supplément sur les prix de l'offre.

Les ouvrages non décrits seront traités par analogie avec ceux faisant l'objet du présent descriptif.

1 - Nettoyage et protection des ouvrages :

Le titulaire prendra toutes les dispositions utiles afin d'éviter la détérioration des installations existantes situées à proximité du lieu des travaux.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravats.

Les travaux étant réalisés en site occupé, l'entreprise devra prendre des dispositions particulières, notamment pour garantir la sécurité des personnes.

Un état des lieux sera réalisé pendant la période de préparation.

Les dégâts occasionnés par la faute de l'entreprise donneront lieu à des travaux de remise en état, à ses frais, selon les directives qui lui seront données par le maître d'œuvre.

L'entreprise devra quotidiennement laisser un chantier propre et débarrassé de tous ses gravats. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, elle procédera à un nettoyage parfait du chantier et des abords, et le cas échéant à leur remise en état en référence à l'état des lieux initial. Le nettoyage des lieux est réputé compris dans les prestations dues par le titulaire du marché.

2 - Condition d'exécution des ouvrages :

Les travaux s'effectuant dans une enceinte du ministère de l'intérieur, l'entreprise fournira au maître d'œuvre la liste des personnels et des véhicules intervenant sur le chantier.

Les horaires de travail à respecter dans la caserne seront de 8h00 à 18h00.

3 - Protection des personnels – Moyens mis en œuvre :

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire du marché disposera les protections nécessaires afin d'assurer la sécurité de son personnel et des occupants du site. Ces protections devront éliminer

toutes possibilités d'accidents corporels et matériels.

La mise en œuvre de la politique générale de prévention de la gendarmerie nationale est régie par l'application de principes de base issus du Code du Travail, d'instructions et arrêtés. Cette opération est placée sous l'application des textes suivants :

- **Loi n° 76.1106 du 6 décembre 1976** relative au développement de la prévention des accidents du travail.
- **Décret n° 77.612 du 9 juin 1977** relatif aux comités particuliers d'hygiène et de sécurité de chantier prévus à l'article 39-1 de la loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976.
- **Directive 89/391 du 12 juin 1989** concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail.
- **Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991** modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail.
- **Décret n°92-158 du 20 février 1992** complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- **Décret n°65-48 du 8 janvier 1965** complété par Décret n°81.989 du 30 octobre 1981, portant sur l'exécution des dispositions du Livre II du Code du Travail et à celles de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994. Décret relatif aux exigences réglementaires concernant la protection contre les chutes du personnel amené à travailler et à circuler sur les couvertures.
- **Arrêté du 19 mars 1993** fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.
- **Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993** modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992.
- **Aux articles R.4532-1 à R.4532-98** du Code du Travail portant sur les mesures de prévention pour les opérations de bâtiment et de génie civil.
- **Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994** relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail.
- **Décret n° 95-1543 du 04 mai 1995** relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et modifiant le Code du Travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État).
- **Arrêté du 07 mars 1995** fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L. 235-2 du code du travail.
- **Arrêté du 26 avril 1996** pris en application de l'article R.237-1 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.
- **Arrêté du 25 février 2003** pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.
- **Code de l'environnement.**

Dès réception de la notification du marché, les différents titulaires (*entreprises*) seront contactés afin de fixer, durant la phase de préparation des opérations, une date pour la visite d'inspection de prévention préalable obligatoire des installations.

Les titulaires (*entreprises*) et le maître d'œuvre procéderont en commun à une analyse préalable des risques, conformément à l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux ou prestations de service effectués par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

A l'issue de ces visites communes, et après une analyse exhaustive des risques, le maître d'œuvre

établira une attestation d'inspection de prévention préalable (AIPP) signée par les parties concernées ainsi que les plans de prévention. Ces plans devront être scrupuleusement respectés. La non réalisation sera un interdit au lancement des prestations prévues au présent contrat.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au maître d'œuvre, la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non intervention et la non exécution des travaux nécessaires à leur prévention. Ces constats font l'objet d'un compte rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation. Ce compte rendu doit être transmis dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date de constat du danger au représentant du site concerné.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais au maître d'œuvre, toute sous-traitance.

4 - Pièces à fournir par l'entreprise

A la remise des offres :

- le planning prévisionnel d'exécution des travaux ;
- les fiches techniques des produits mis en place.

Avant le début des travaux :

- dans le cadre de la répression du travail illégal, la liste des ouvriers susceptibles de travailler sur le site sera fournie à l'aide de la copie du DUE entreprise (document unique d'embauche) et copie de leur pièce d'identité ;
- la liste des véhicules et copie des cartes grises.

5 - Prescriptions techniques

Pour la qualité et la mise en œuvre de ses ouvrages, l'entreprise devra se conformer, en tous points, aux Normes, DTU, Décrets, Lois et Règlements actuellement en vigueur, ainsi qu'aux spécifications techniques et règles de mise en œuvre, définies par les fabricants des matériels installés.

Afin d'assurer les garanties optimum de pérennité des ouvrages repris, les produits employés pour la mise en œuvre devront être de marque et de réputation parfaitement établie.

6 - Installation de chantier

Le titulaire devra soumettre au maître d'œuvre un programme détaillé d'exécution des travaux et un projet d'installation de ses chantiers dans un délai de 15 jours à dater de l'Ordre de Service qui prescrira de commencer les travaux et cela compte tenu des délais d'exécution définis dans l'Acte d'Engagement.

La circulation doit être maintenue aux abords du chantier.

Dans la mesure du possible, le stationnement des matériels et des véhicules devra se faire à l'intérieur des emprises autorisées. Le dépôt de matériaux doit être isolé des circulations piétonnes et routières par une clôture constituée d'éléments jointifs.

Dans le cadre de l'exécution du marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- toutes leurs installations de chantier – aires de stockage, etc...
- l'enlèvement de tous les gravois des travaux et les nettoyages après travaux,
- la remise en état des lieux en fin de chantier et la réfection des ouvrages endommagés lors des travaux.

L'entrepreneur procédera à l'installation de chantier qui comprendra :

- les branchements d'alimentations du chantier (eau potable, électricité) et les consommations,
- l'installation d'un bungalow si nécessaire,
- les clôtures du chantier et leurs maintiens, et la fermeture de l'installation de chantier par un dispositif défini par le maître d'ouvrage et le portail d'entrée,
- l'ensemble de la signalisation routière temporaire si nécessaire vis-à-vis de la circulation, de jour et de nuit,
- la réalisation et l'entretien des pistes de chantier pendant toute la durée du chantier,

- l'aire de dépôt du matériel et des matériaux,
- un dispositif de maintien en état de parfaite propreté des voies extérieures au chantier ,
- le panneau d'information suivant le cadre défini par le maître d'ouvrage,
- l'entreprise aura à sa charge le repli éventuel des installations de chantier et la réinstallation qui suivra, ainsi que tous les mouvements nécessaires à la bonne marche du chantier,
- l'entreprise devra le repli total des installations de chantier. Avant cela l'entreprise devra les réfections des ouvrages ou sites endommagés lors des travaux.

L'enceinte du chantier sera clôturée par des clôtures métalliques galvanisées rigides de type « Vite Clos » (ou autres) de 2,00 mètres de hauteur. Cette enceinte laissera libre de circulation les accès aux entrées des immeubles occupés.

L'installation et le repli de ces clôtures sont à la charge du présent lot y compris la maintenance.

Sur cette clôture, devront être placés, en nombre suffisant, des panneaux « DANGER ». Cette clôture devra être maintenue en parfait état durant toute la durée du chantier.

A chaque entrée du chantier, sera placé un panneau « chantier interdit au public – port du casque obligatoire ».

L'entrepreneur devra la fourniture, la pose et l'entretien de toutes les signalisations nécessaires pour assurer la sécurité. En particulier, il devra se soumettre à la législation en vigueur concernant les mesures de protection à prendre vis-à-vis des usagers de la route, les mouvements de véhicules, échafaudages de protection, signalisation et éclairage du chantier, etc...

7 - Certificat d'économie d'énergie

Le maître d'ouvrage demande, dans le cadre de cette opération, des certificats d'économie d'énergie. L'entreprise retenue devra par conséquent justifier de la qualification "RGE" et produira une attestation lors de sa réponse. L'entreprise devra donc compléter ces fiches et prévoir, en fin de chantier, tous les documents et prestations nécessaires à l'élaboration de ces fiches et à leur justification. Les factures devront indiquer les caractéristiques des matériels éligibles.

CHAPITRE 4 – DÉFINITION DES RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISE

1 - Conséquence de la remise de la soumission :

Par la remise de son offre, l'entreprise admet connaître et avoir accepté toutes les obligations et responsabilités énumérées dans les différentes pièces du dossier de consultation.

2 - Étendue des fournitures :

L'entreprise devra inclure dans son prix tous les matériaux et matériels qu'elle juge nécessaire à la réalisation complète des ouvrages.

3 - Réception des supports :

Avant le début des travaux, le titulaire devra vérifier les supports et indiquer au maître de l'ouvrage toutes les remises en état à effectuer. Il ne pourra en aucun cas mettre en cause l'état des supports après réception.

4 - Limite des prestations :

La nature des prestations est indiquée dans les articles décrivant les prestations. Néanmoins, la fin des prestations dues n'est autre que le complet achèvement suivant les règles et normes contenues dans les textes officiels et en vigueur au moment de la remise de l'offre. Dans ce but, l'entreprise devra prévoir toutes les fournitures et exécuter tous les travaux nécessaires.

5 - Reconnaissance des lieux :

L'entreprise est réputée avoir, préalablement à la remise des offres :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site et des lieux et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leur particularité ;

- procédé à une visite détaillée du lieu des travaux et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions qui y sont relatives ;
- procédé avec précision, à tous les relevés nécessaires à l'établissement de leur offre lors de la visite sur site ;
- vérifié la nomenclature des normes et DTU en vigueur ainsi que toute réglementation nouvellement parue.

Pour établir son offre, l'entrepreneur devra se rendre obligatoirement sur les lieux pour juger de l'étendue des travaux, des difficultés d'accès et des difficultés inhérentes à certains travaux. A l'issue de la visite une attestation sera délivrée.

Contact sur place : ADJ BAILLON 0238525117

L'attention des entreprises est attirée sur les aspects suivants :

- les entreprises devront respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués à l'intérieur d'une enceinte militaire ;
- la visite préalable à la remise des offres ne se substitue pas à la visite d'inspection de prévention préalable commune des lieux de travail et des installations qui s'y trouvent.

6 - Consistance des travaux :

L'ensemble des sujétions du présent CCTP sont réputées inclus dans le contenu des prix.

L'exécution des travaux, chiffrés dans l'offre de prix, comprendra, sans que cette liste soit limitative :

- l'installation de chantier y compris branchements et consommations ainsi que ces accès et aires de stockages, comprenant notamment les panneaux, les clôtures et portail et la signalisation de chantier, et leur repli ;
- la préparation de chantier comprenant :
 - a) l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires à l'intervention,
 - b) avant tout début de travaux sur site, de la localisation précise par sondages, des conduites, des canalisations diverses, des câbles électriques existants et de toutes autres canalisations, ainsi que leur neutralisation si nécessaire,
 - c) toutes les protections nécessaires y compris celle des ouvrages conservés.
- le nettoyage du terrain y compris protection des arbres conservés et le nettoyage des surfaces bâties
- la fourniture des matériaux ;
- le transport à pied d'œuvre de tous les matériaux nécessaires, y compris toute manutention, stockage et sujétions ;
- la mise en œuvre ;
- l'exécution par tous moyens ;
- la pose et la fixation ;
- le réglage, le scellement correct des ouvrages à fournir ;
- la préparation des supports, nécessaire à la bonne exécution, que ces travaux soient ou non précisés dans le descriptif ;
- la fourniture des échafaudages, appareils et dispositifs de protection et de sécurité pour leur exécution (pose, location, dépose, double transport,...) ;
- les nettoyages de toutes projections sur les parois verticales résultant des travaux ;
- les retouches et nettoyage avant réception ;
- les essais et le maintien en bon état de fonctionnement pendant la période de la garantie ;
- les protections et tous dispositifs de sécurité ;
- l'évacuation de tous les déchets résultant des travaux ;
- toutes les sujétions de remise en état du site ;
- le nettoyage du chantier et de ses abords chaque fois que nécessaire aux frais de l'entreprise ;

- la fourniture des plans de recollement.

D'une façon générale, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires et nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations, une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés : Fourniture et pose de corps de robinet, de têtes thermostatiques et de coude de réglage

Par conséquent, il demeure contractuellement convenu que l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement de sa prestation, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes connues à la date de la signature du marché.

CHAPITRE 5 – CONTRAINTES DIVERSES

1 - Conformité de l'ouvrage et des matériaux :

Les matériaux, éléments et procédés utilisés pour la réalisation des travaux devront être conformes aux spécifications et aux prescriptions énoncées dans les normes DTU et autres documents techniques réglementaires et normatifs en vigueur à la date de soumission.

Dès l'ouverture du chantier, l'entreprise sera tenue de remettre les fiches ou avis techniques et échantillons que le maître d'ouvrage pourrait lui demander. Les matériaux ne présentant pas les garanties de provenance seront systématiquement refusés. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire reprendre tout ou partie des travaux réalisés avec des matériaux défectueux ou non conformes au descriptif.

2 - Normes et règlements :

2.1 Qualifications professionnelles

L'entreprise soumissionnaire doit posséder les qualifications QUALIBAT.

2.2 Réglementation

Les prestations seront réalisées conformément aux documents réglementaires en vigueur, des Décrets et Arrêtés ministériels, des Normes Françaises et Européennes édités par l'A.F.N.O.R., des Cahier des Clauses Spéciales (C.C.S.) ou autres en vigueur à la date de la consultation.

Dans le cas où un point du projet ne serait pas conforme à une publication en vigueur, l'entreprise devra le signaler au maître d'œuvre, avant la remise de son offre.

Tous les frais d'une modification du projet, une fois le marché passé, seront à la charge de l'entreprise.

Les prestations mentionnées dans le dossier ne sont pas limitatives et l'entreprise adjudicatrice sera tenue de réaliser les travaux dans les règles de l'art. Elle sera réputée connaître toutes les conditions d'exécution des travaux et ne pourra pas se prévaloir d'omissions éventuelles pour ne pas respecter les règlements en vigueur ou ne pas réaliser au mieux les travaux qui lui sont confiés.

Dans les cas où le présent cahier serait en contradiction avec l'un de ces documents quant aux matériaux ou matériels préconisés, si un matériel ou un matériau décrit ne serait plus fabriqué, il appartient à l'entrepreneur d'en informer par écrit le maître d'œuvre avant l'établissement de son offre. Aucune modification en plus-value du forfait ne sera acceptée pour cette raison. Par contre une moins-value pourra être exigée au cas où le matériel ou matériau fourni serait techniquement moins performant que celui prescrit. L'entrepreneur devra réaliser un ouvrage conforme aux prescriptions techniques ci-avant dans le cadre de son forfait. Seraient éventuellement à sa charge, les ouvrages incombant aux autres corps d'état et consécutifs à l'adaptation nécessaire au respect des prescriptions.

Les documents contractuels particuliers seront ceux connus à la date de soumission. Ci-dessous, la liste non limitative des fascicules établis par le "Groupe D.T.U." :

- NF DTU 60.5 Canalisations en cuivre - Distribution d'eau froide et chaude sanitaire, évacuation d'eaux usées, d'eaux pluviales, installations de génie climatique (P41-221) ;

Cette liste n'est pas exhaustive, l'entrepreneur aura l'obligation d'appliquer et de respecter toutes les prescriptions, normes, règles et DTU Françaises et Européennes, visant les travaux du présent lot.

Amiante

Avant la remise des offres, les entreprises devront consulter le rapport du bureau de contrôle qui a

procédé à un constat de la présence d'amiante dans le bâtiment.

En cas de matériaux à base d'amiante, les travaux devront être traités par une entreprise agréée ou autorisée par les organismes officiels, en fonction des dernières normes et décrets en vigueur et il sera établi avant le démarrage des travaux un plan de retrait diffusé aux organismes concernés (maître de l'ouvrage, C.R.A.M., Inspection du Travail,...), et ce, 1 mois avant le début des travaux.

Le montant des offres devront comprendre toutes les sujétions liées aux travaux de démolition et de traitement de matériaux à base d'amiante, ainsi qu'à la protection des travailleurs et du personnel travaillant sur le site.

Le montant des offres devra comprendre toutes les sujétions liées aux travaux de démolition et de traitement de matériaux à base d'amiante.

Tous ces travaux devront répondre aux dernières normes en vigueur.

L'entreprise titulaire du présent lot devra respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le retrait des matériaux à base d'amiante, notamment :

- Code du Travail et notamment ses articles R.4412-98 et suivants ;
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif aux choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Respect de la norme NF X46-010 « Traitement de l'amiante – Référentiel technique pour la certification des entreprises » ;

Cette liste n'est pas limitative.

Les intervenants seront équipés de protections individuelles (vêtement de travail étanche, masque avec filtre, etc.).

Les entreprises réalisant les opérations de désamiantage devront être certifiées et devront obligatoirement avoir des compétences amiante SS3.

CHAPITRE 6 – DÉTAIL DES TRAVAUX À RÉALISER

LES TRAVAUX DEVRONT ÊTRE ACHEVÉS POUR LE 15 OCTOBRE 2025

Pour chaque lot, il sera demandé à la remise des offres un devis détaillé de l'ensemble des prestations ci-dessous et de remplir la grille de prix transmise en pièce jointe.

Étendue des travaux :

LOT 1 – TRANCHE FERME

SAULZAIS-LE-POTIER (18)

Remplacement des robinets de radiateurs

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de tête thermostatique et corps droit de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiment 001. Locaux de service et logements.

Quantité : 59 radiateurs.

Travail en site occupé.

LOT 1 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°1

VIERZON (18)

Remplacement des robinets de radiateurs

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de tête thermostatique et corps droit de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiment 001. Logements.

Quantité : 188 radiateurs.

Travail en site occupé

LOT 1 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°2

PITHIVIERS (45)

Distribution en MONOTUBE

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de corps monotube 4 voies, de canne en laiton chromé, de tête thermostatique et de corps équerre inversée de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiments 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112A, 112B, 113A, 113B, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 127, 128, 129, 130, villas 121, 122, 123, 124 et 125. Logements.

Quantité : 1064 radiateurs.

Travail en site occupé.

LOT 1 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°3

ORLEANS Richemont (45)

Distribution en MONOTUBE

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de corps monotube 4 voies, de canne en laiton chromé, de tête thermostatique et de corps équerre inversée de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Pose de robinet simple droit type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiments 110, 111, 112, 113, 114, 124 et 125. Logements.

Quantité : 637 radiateurs. Les 72 radiateurs des salles de bain seront équipés d'un robinet simple et non d'un robinet thermostatique.

Travail en site occupé.

LOT 1 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°4

ORLEANS Martin David (45)

Distribution en MONOTUBE

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de corps monotube 4 voies, de canne en laiton chromé, de tête thermostatique et de corps équerre inversée de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Pose de robinet simple droit type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiments 110, 111, 112, 113, 114, 124 et 125. Logements.

Quantité : 1198 radiateurs. Les 173 radiateurs des salles de bain seront équipés d'un robinet simple et non d'un robinet thermostatique.

Travail en site occupé.

LOT 2 – TRANCHE FERME

SAINT-PIERRE-DES-CORPS (37)

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de tête thermostatique et corps équerre de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiment 001. Logements, communs et locaux de service.

Quantité : 81 radiateurs.

Travail en site occupé

LOT 2 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°1

AMBOISE (37)

1. Vidange des réseaux

2. Dépose des robinets de radiateurs existant y compris té de réglage et purgeur
3. Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent
4. Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent
5. Pose de tête thermostatique et corps de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent
6. Remise en eau et purge des réseaux
7. Localisation : Tranche 1. Logements et locaux de service et tranche 2. Logements et corps de chauffe
8. Quantité : 328 radiateurs et 17 corps de chauffe (2 robinets thermostatiques par corps de chauffe).
9. 168 corps droit, 83 corps équerre et 77 corps équerre inversé.

LOT 2 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°2

JOUE-LES-TOURS (37)

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de tête thermostatique et corps équerre de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiments 001, 002, 003, 005 et 006 . Logements, communs et locaux de service.

Quantité : 1020 radiateurs.

Travail en site occupé

LOT 3 – TRANCHE FERME

BLOIS (41)

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiment 011. Logements.

Quantité : 30 radiateurs.

10 corps droits et 20 corps équerre inversé.

Travail en site occupé.

LOT 3 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°1

VENDOME (41)

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris Té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de purgeur de radiateur type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pose de tête thermostatique et corps de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : bâtiments 001, 002, 003, 004 et 005. Logements.

Quantité : 244 radiateurs. Les 33 radiateurs sèche-serviette des salles de bain et les 13 radiateurs sèche-serviette des salles de douche seront équipés d'un robinet simple et non d'un robinet thermostatique.

Travail en site occupé.

LOT 3 – TRANCHE CONDITIONNELLE N°2

LUCE (28)

Vidange des réseaux

Dépose des robinets de radiateurs existant y compris té de réglage et purgeur

Pose de té de réglage type DANFOSS Ø 15x21 ou équivalent

Pas de purgeur à poser

Pose de tête thermostatique et corps équerre de robinet thermostatique type DANFOSS Ø 15x21 modèle REDIA ou équivalent

Remise en eau et purge des réseaux

Localisation : Nouvelle caserne. Bâtiments 008, 009, 010, 011, 012, 013, 014, 015, 016, 017 et 018. Logements.

Quantité : 692 radiateurs.

Localisation : Ancienne caserne. Bâtiments 019, 020, 021, 022, 023, 024, 025 et 026. Logements.

Quantité : 534 radiateurs.

Travail en site occupé.